

Rejet de la motion du Bloc Québécois sur la rupture des liens avec la monarchie britannique:

**«POURQUOI CONTINUER CETTE GABEGIE DE DÉPENSES PUBLIQUES  
AU BÉNÉFICE DE CERTAINS PRIVILÉGIÉS?»**

- STÉPHANE BERGERON

OTTAWA, le 26 octobre 2022 — Les libéraux et conservateurs ont fait front commun, le 26 octobre dernier, contre la motion du Bloc Québécois enjoignant le gouvernement fédéral à rompre les liens avec la monarchie britannique, et ce, malgré de nombreux arguments avancés par les députés bloquistes, dont le député fédéral de Montarville, M. Stéphane Bergeron, qui est intervenu sur le sujet à la Chambre des communes la veille.

«Mes collègues se gargarisent de leur fierté canadienne... en voulant à tout prix protéger une institution étrangère! Mais qu'y a-t-il de typiquement canadien dans la monarchie britannique? Ils nous répètent que ce débat n'est pas important, que personne ne leur parle de la monarchie dans leur circonscription respective. Dans ce cas, à quoi bon dépenser 67 millions de dollars annuellement pour une institution dont tout le monde se fout éperdument!», de s'exclamer M. Bergeron.

«Pourquoi prendre cet argent dans la poche des contribuables chaque année, au lieu de consacrer ces sommes aux missions essentielles de l'État, comme le logement social ou le soutien aux personnes sans emploi, par exemple? Pourquoi continuer cette gabegie de dépenses publiques, simplement au bénéfice de certains privilégiés? 67 millions de dollars, c'est l'équivalent de 670 nouveaux logements sociaux construits annuellement, qu'on préfère engloutir dans l'entretien de Rideau Hall et de la personne qui y réside à nos frais».

«Selon un sondage *Angus Reid* réalisé en avril dernier, 71% des Québécoises et Québécois sont opposés au maintien de la monarchie, tandis que ce sont 51% des gens au Canada qui partagent ce point de vue. À cela s'ajoute un second sondage, réalisé par la firme *Léger* en juin dernier, selon lequel 56% des citoyennes et citoyens, au Canada, sont opposés au serment d'allégeance. Au Québec, ça monte jusqu'à 75%. Alors que l'Australie, qui a toujours comme chef d'État Sa Majesté le roi, a décidé de se départir de ce serment d'allégeance, pourquoi le Canada ne ferait-il pas de même?», a-t-il poursuivi.

«Personnellement, chaque fois que je dois prêter ce serment, je pense à nos ancêtres canadiens, qui, sous le régime anglais, étaient forcés de prêter le serment du test pour pouvoir exercer une charge publique et à mes ancêtres acadiens, dépossédés de leurs biens et déportés dans des conditions misérables, sous le prétexte fallacieux qu'ils auraient refusé de prêter un serment d'allégeance inconditionnel parfaitement futile, en raison de leur statut avéré de sujets britanniques. Je ressens un profond sentiment d'impuissance et de honte à l'idée de trahir ainsi leur mémoire en me prêtant à cet acte officiel qui avait été, pour eux, source de tant de malheurs», d'ajouter le député de Montarville.

«Les médias ont rapporté et continuent de faire régulièrement état de dépenses somptuaires effectuées par des gouverneurs généraux et lieutenant-gouverneurs. Or, tout ça est payé par nos concitoyennes et concitoyens, dont l'immense majorité n'aura jamais l'occasion de prendre part aux opulentes réceptions organisées par ces faire-valoir de la monarchie britannique. On nous répète que celle-ci constitue un élément de stabilité pour la démocratie canadienne... Or, je soumets qu'il y a énormément de démocraties à travers le monde qui ne sont pas des monarchies et qui sont très stables et très fonctionnelles. Si on a réussi à se débarrasser de la tradition des gouverneurs généraux britanniques, poussons jusqu'au bout cette logique et abolissons la monarchie elle-même!», de conclure Stéphane Bergeron.

-30-

**Source:** Jeanne-Lise Devaux Pelier, agente de communications  
Bureau du député Stéphane Bergeron  
@ [jeanne-lise.devauxpelier.349@parl.gc.ca](mailto:jeanne-lise.devauxpelier.349@parl.gc.ca)  
☎ 450 922-BLOC (2562)